

Bibliothèque anarchiste

Les États-Unis

La Révolte

La Révolte
Les États-Unis
5 novembre 1887

extrait le 22 août 2026 de *La Révolte* (n°8) du 5 novembre
1887

bibliotheque-anarchiste.com

5 novembre 1887

Table des matières

L'État démocratique	3
Féodalisme bourgeois	4
Les prétoriens à l'œuvre	5
L'appât du pouvoir	7
La justice pour tous	8

L'État démocratique

Ceux qui croient encore qu'une révolution politique — si profonde qu'elle soit — peut ouvrir une ère nouvelle d'égalité, devraient étudier avec attention ce qui se passe en Amérique.

Voilà une république purement démocratique, fédérale, ayant le suffrage universel, la liberté de la presse absolue (un jour de par la loi), la liberté de réunion absolue. Eh bien, que voyons-nous dans cette république représentée comme modèle, il y a un siècle d'ici, par les politiciens radicaux et les socialistes politiques ?

Le sol de la république a passé aux mains des capitalistes ; il n'en reste plus pour les pauvres. Dans dix ans tout le sol sera accaparé par les capitalistes.

Le gouvernement est absolument et exclusivement aux mains du Capital. C'est avec le secours ou plutôt par l'intermédiaire de l'État que les frénésies des Gould, des Vanderbilt et autres ont été amassées aux dépens du peuple.

Tandis qu'un Wilson, pour amasser des millions, est forcé de vendre des crocs, de rogner les comptes de la nation en faisant la réclame par une déclaration. Aux États-Unis cela se fait en grand. Les sénateurs se vendent tant par tête. Et les millions d'hectares de terres données aux compagnies de chemins de fer, du monopole de viande vendue des millions, etc., se vendent en grand au plus offrant. Le trésorier actuel se trouve nu, par une loi de dix lignes, en possession de deux cents millions d'hectares de terre, c'est-à-dire d'une surface de deux cents lieues de chemins de fer, du monopole de viande vendue des millions. De pareils hommes ne s'embarrassent pas de marxisme que les marxistes plus marxistes que Marx s'efforcent d'expliquer par le seul jeu des circonstances économiques.

Les municipalités entières se vendent et s'achètent, et quand leurs tripatouillages trop scandaleux font la fable du jour, la municipalité disparaît, comme celle de New-York (à la fin d'un procès), et reste d'autant plus influente que ni

juges ni police ne tiennent compte et ne voulant pas trop être convaincus eux-mêmes de vol.

Féodalisme bourgeois

Mais ce n'est pas tout. Le trait le plus frappant du régime américain en ce moment, c'est le féodalisme armé qui s'y développe.

Nous avons déjà raconté, à mainte reprise, comment les grandes compagnies minières et les chefs de mine font de leur entretien leur garde prétorienne, bien armée, pour massacrer les travailleurs en cas de grève. Sans exagération aucune, l'Amérique revient exactement aux temps du féodalisme, lorsque chaque seigneur-brigand entretenait sa bande de coupe-gorges.

Nous avons ait, aussi, parlé de l'agence Pinkerton qui fournit, à tant la tête, aux grands capitalistes, des coupe-gorges, sombreros aux Corses de Badinguet, pour accompagner dans la rue, le riche exploitateur, des compagnies de soldats armés pour défendre leurs usines, des détectives (agents secrets) et même des compagnies de gardes.

Mais le trait distinctif de ces agences c'est qu'elles ne sont nullement privées. Elles sont si bien mêlées à la force publique, la police officielle et les juges sont si bien enchevêtrés avec tout ce sale monde qui vit autour des tribunaux, qu'il est absolument impossible de distinguer la police privée de la police municipale. Les mêmes hommes appartiennent aux deux institutions. Et il en résulte que la police municipale, tout aussi bien que la police privée, agit comme son chef. Elle a son chef militaire, un Bonfield par exemple, et elle n'obéit qu'à son chef. Et ce chef n'obéit pas au maire, mais au banquier, soit par suite d'association de brigands.

On l'a vu à Chicago lors du meeting de Haymarket du 4 mai. Le maire était là; il avait félicité les organisateurs de ce meeting et il avait jugé que l'assemblée était paisible, lorsqu'un chef de la police, de ne pas intervenir et de renvoyer ses hommes, Mais Bonfield, payé par « l'Association

Monsieur George, vous avez toujours été un fieffé hypocrite. Aujourd'hui vous êtes un grand scélérat.

La justice pour tous

Pour nos amis du Chicago Arbeiter-Zeitung la formalité indispensable pour pouvoir porter l'affaire devant la cour fédérale, il a fallu employer cinquante copistes qui, pendant les derniers quinze jours, ont travaillé nuit et jour avec des machines à écrire. Cela a coûté des milliers de francs, et il reste encore à payer là-dessus 1300 dollars, c'est-à-dire 6500 francs, auxquels il faut ajouter 7500 francs qui n'ont pas encore été payés à l'avocat Pryor, et 2500 francs de frais d'impression, etc.

des Citoyens » — une association de gros bourgeois — fonce sous les socialistes et il en aurait fait un terrible massacre si la bombe anarchiste n'avait jeté du froid parmi ces brigands.

La police, aux États-Unis, est devenue une de ces bandes armées du moyen-âge qui se trouvaient au service des barons, des grands seigneurs, des cités italiennes, des gros marchands de Venise.

Plus que cela. Lorsqu'on jugeait nos amis, et que la terreur régnait, prononcèrent leurs peines légères, les « citoyens de l'ordre », les gros capitalistes de New-York, de Chicago et d'autres grandes villes font une souscription pour dédommager les jurés du temps perdu et leur payèrent la somme formidable de quatre mille mille francs — le prix du sang, ou pour mieux dire du meurtre.

Police, juges, tribunaux, gouvernement, — tout se trouve aux gages du Capital. Les formes démocratiques ne sont qu'un vain mot pour masquer ce fait. Les sacs de dollars prennent le dessus dans le pays des dollars.

Les prétoriens à l'œuvre

La semaine passée on a vu de nouveau, sous une forme frappante, ce que c'est que les bandes de prétoriens aux gages du Capital.

Un grand meeting eut lieu lundi dernier, à New-York, à Union Hill, pour protester contre les condamnations de nos amis, sur l'invitation faite par la Freiheit et les Chevaliers du Travail. Le maire avait défendu aux défenseurs de l'ordre, fait avoir exprès de Chicago pour préparer ce massacre des socialistes. Il paraît que quelques socialistes avaient fait de la provocation gratuite pour assassiner les travailleurs. Le drapeau rouge flottait sur la place, et il y avait un pistolet au poing.

Mais le dimanche suivant, il n'y avait même pas de prétexte, et le massacre eût été commis néanmoins. On ne sait quelle provocation avait eu lieu. C'est assez dire. Il n'y a même pas eu rixe ou bagarre. On parlait d'affaires, de vous,

et chaque correspondant portait le drapeau national. Point du drapeau rouge.

Et néanmoins, lorsqu'un orateur socialiste prit la parole dans un meeting de la 8e section de New-York (parti d'Henry George, qui en voulut mettre à la porte — scène qui se répète mille fois par jour), la police fit son apparition. Elle fit irruption et se mit à assommer les citoyens paisibles de ses gros bâtons plombés. Les quelques socialistes se défendirent; des coups de pistolet sont tirés à brûle-pourpoint, au milieu de la foule, assommant, à bout portant, blessant plusieurs personnes, et les villageois s'enfuient. Il n'y avait pas de troupes.

Le tout sous le prétexte de deux cents hommes, armés de revolvers, et frappant à droite et à gauche avec leurs casse-têtes. Le seul but de la police fut de massacrer le plus de socialistes possible; ils n'avaient d'autre but que de tirer à bout portant sur les quelques socialistes du fait qu'ils s'y trouvaient, si un seul coup de revolver n'avait part en réponse aux coups de pistolet.

Le massacre fut si peu provoqué, si étrangement prémédité, que même la presse bourgeoise de New-York n'ose prendre la police sous sa protection et proteste — assez mollement, à vrai dire — contre cette attaque furibonde sans rime ni raison.

Le journal Evening Post dit que « l'ordre d'assommer (to club) quelques-uns des assistants, donné par le capitaine Reilly, fut malheureusement incompris par ses hommes comme un ordre d'assommer tous les assistants ». C'est l'excuse de Reilly. Le World trouve que quoique Reilly admette qu'il mérite un blâme, cependant les chefs de la police devraient donner quelque considération à cette affaire (for the sake of example the police commissioners ought to take some consideration of the affair). Et même le Sun regrette que la police ait saisi cette occasion pour se venger des socialistes qui usent quelquefois à son égard d'épithètes de police capitaliste et de uninformed ruffians (brutes ignorantes)!

Quel tableau de mœurs américaines que ces mêmes excuses.

Nous partageons parfaitement l'avis de nos amis de la Freiheit. Nous n'avons qu'à nous réjouir en voyant de pareils faits.

Le réveil est rude. Mais il n'y a que des faits pareils qui soient capables de réveiller les travailleurs américains.

L'appât du pouvoir

Ce que c'est que l'appât du pouvoir. Henry George vient de donner la mesure de ce qu'il vaut depuis qu'il s'est mis dans la tête de devenir maire de New-York.

Pendant trois semaines de suite les socialistes le mettaient en demeure de se prononcer sur les condamnations de Chicago. Il gardait un silence obstiné.

Il vient de le rompre et voici ce que nous lisons dans le Standard du 8 octobre :

Puisque sept juges de la cour suprême d'Illinois — gens accoutumés à peser les témoignages et se guider par les lois, ont après un examen complet des témoignages et en se sentant responsables de la vie ou de la mort des accusés, ont maintenu à l'unanimité la sentence, il serait inconsistent de dire que la condamnation fut prononcée sur des témoignages insuffisants. Il n'est pas prouvé qu'aucun d'eux ait jeté la bombe, mais il est prouvé qu'ils sont coupables de conspiration, continue George.

Vient ensuite une longue divagation sur les libertés américaines pour prouver qu'en Amérique on ne doit pas recourir à la force (lors même, M. George, qu'on est assommé par la police ?)

Et pour finir, M. George trouve qu'on pourrait demander la grâce des anarchistes, parce que, élevés dans des nations moins libres ils n'avaient pas la conscience de la criminalité morale de leurs actes, et parce que la prévention de pareils crimes dans l'avenir sera aussi bien, ou mieux servie en commuant la sentence de mort en emprisonnement.

Car une certaine sympathie s'attacherait aux anarchistes s'ils sont pendus, ce qui n'aurait pas lieu s'ils étaient simplement emprisonnés.